



HAL
open science

L'évolution électorale de la France urbaine (1971-1983)

Elisabeth Dupoirier, Gérard Grunberg, Beatrice Roy

► **To cite this version:**

Elisabeth Dupoirier, Gérard Grunberg, Beatrice Roy. L'évolution électorale de la France urbaine (1971-1983). *Revue Française de Science Politique*, 1985, 35 (1), pp.46 - 71. 10.3406/rfsp.1985.396176 . hal-03458091

HAL Id: hal-03458091

<https://sciencespo.hal.science/hal-03458091>

Submitted on 30 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'ÉVOLUTION ÉLECTORALE DE LA FRANCE URBAINE (1971-1983)

ÉLISABETH DUPOIRIER, GÉRARD GRUNBERG,
BÉATRICE ROY

ENTRE l'année 1965 et l'année 1978, le système politique français a connu une série de mutations majeures. L'élection présidentielle de 1974 a vu triompher la bipolarisation des forces politiques annoncée par le second tour de l'élection présidentielle de 1965. Le système de partis fut bouleversé par cette tendance à la bipolarisation. En 1978, s'installait le « quadrille bipolaire ». Quatre grandes formations politiques occupaient la presque totalité du champ politique et électoral et formaient, à gauche et à droite, deux alliances conflictuelles. L'objet de cet article est de montrer comment les systèmes politiques des communes urbaines (de plus de 9 000 habitants) se sont adaptés à cette évolution du système politique national et comment les structures électorales locales se sont ajustées aux structures électorales nationales. La période qui sépare les élections municipales de 1971 de celles de 1983 forme, selon nous, une séquence d'évolution politique homogène.

Nous montrerons à quel degré et par quels mécanismes le double mouvement de bipolarisation et de « partisanisation » – entendue comme l'influence croissante des quatre grandes formations politiques – a produit ses effets sur les systèmes politiques locaux. Nous tenterons ensuite, en observant l'évolution des structures électorales locales et nationales, de souligner le mouvement d'ensemble dans lequel s'incrivent ces deux évolutions. Cette analyse nous conduira à discuter le modèle des élections intermédiaires appliqué par J.-L.

L'évolution électorale de la France urbaine

Parodi aux élections municipales de 1983¹ et à développer l'idée selon laquelle, quel que soit le degré de spécificité des élections municipales, les scrutins municipaux marquent des étapes importantes et significatives de l'évolution générale du système politique et des rapports de force électoraux².

LES ÉVOLUTIONS MUNICIPALES DE LA FRANCE URBAINE

Un premier examen de l'évolution des suffrages exprimés aux premiers tours des élections municipales de 1971, 1977 et 1983 montre la perméabilité des systèmes locaux aux grandes évolutions du système politique national (tableau 1) :

1. La bipolarisation s'effectue en 1977 avec la disparition du centrisme municipal qui représentait, en 1971, 16,7 % des suffrages exprimés. Elle est confirmée par « le feu de paille » des candidatures écologistes et hors bloc de 1977.

2. La partisanisation de la gauche est réalisée dès 1977. La quasi-disparition des divers gauche et de l'extrême-gauche polarise les suffrages sur les deux grands partis « associés-rivaux » : le total des voix recueillies par les listes à direction PC et PS représente 79 % des suffrages de la gauche en 1971, 91 % en 1977 et 94 % en 1983.

3. La tendance à la partisanisation de la droite est plus tardive. Les listes conduites par des personnalités hors partis recueillent encore 16,6 % des suffrages en 1977. Mais leur déclin en 1983 (- 8 %), opposé aux progrès considérables des listes RPR et UDF, marque la réalité de cette tendance. Les deux grandes formations de la droite rassemblent 61 % des électeurs du bloc conservateur en 1977, 75 % en 1983.

4. Ce double mouvement de partisanisation signifie l'occupation

1. Parodi (J.-L.), « Dans la logique des élections intermédiaires », *Revue politique et parlementaire*, avril 1983, p. 42-71.

2. Cette recherche a été effectuée à partir de l'exploitation d'un fichier de résultats des villes de 9 000 habitants et plus aux élections de 1971, 1973, 1974, 1977, 1978, 1981 (présidentielle et législatives) et 1983. Le corpus comprend 762 unités pour 1971, 806 pour 1977 et 868 pour 1983. Ce fichier a été constitué par le CEVIPOF (Fondation nationale des sciences politiques), la SOFRES et BULL. et la banque de données socio-politiques de Grenoble (GRÉCO 42). Nous voulons remercier ici Jean Chiche pour l'aide indispensable qu'il nous a apportée pour la constitution de ce fichier et son exploitation informatique. Dans cette recherche, nous n'avons exploité que les résultats des premiers tours d'élections.

quasi intégrale du champ politique par les listes conduites par les quatre grands partis : 75 % en 1977, 82 % en 1983.

5. La bipolarisation a inégalement profité aux partenaires de chacun des deux blocs.

Tableau 1. Evolution des suffrages exprimés aux élections municipales de 1971, 1977, 1983 dans les communes de plus de 9 000 habitants (%)

<i>Etiquette politique des têtes de listes</i>	<i>1971</i>	<i>1977</i>	<i>1983</i>
Extrême-gauche.....	2,1	1,3	1
PCF.....	26,7	22	13,3
PS.....	15,8	26	29,3
MRG (radicaux 1971).....	2,1	1,4	0,5
Divers gauche.....	6,8	1,9	1,2
Total gauche.....	53,5	52,6	45,3
Centre.....	16,7		
RPR.....		13,1	22
UDF (définition 1978).....	} 28,2	12,3	17,4
Divers majorité (divers opposition 1983).....		16,6	10,8
Divers droite et extrême-droite.....	1	1	2,5
Total droite.....	29,2	43	52,7
Divers + écologistes.....	—	3,9	2,0
Rebut.....	0,6	0,5	
Total.....	100	100	100

A gauche, l'audience croissante des listes conduites par le PS entraîne l'inversion du rapport de force avec le PC, dès 1977. En 1971, les listes à direction socialiste recueillent 25 % des suffrages de la gauche contre 50 % pour le PC, mais 49 % contre 42 % au PC en 1977. En 1983, la domination des listes socialistes est nette : elles recueillent 64 % des suffrages de la gauche, contre 20 % seulement au PC.

A droite, la partisanisation profite sensiblement plus au RPR qu'à l'UDF. Les listes qu'il conduit représentent 33 % des suffrages du bloc conservateur en 1977, mais atteignent 41 % de ces suffrages en 1983.

Ces évolutions se manifestent également dans la répartition des mairies entre les différentes tendances politiques (tableau 2). En 1977, dans un contexte de poussée générale de la gauche, le PC et

Tableau 2. Appartenance politique des maires élus en 1971, 1977, 1983*

	1971		1977		1983	
Gauche	322	43 %	506	63 %	428	49,5 %
dont PC	137	18	220	27,5	186	22
PS	143	19	252	31,5	221	25,5
autres gauche	42	6	34	4	21	2
Centre	215	28	—	—	—	—
Droite	225	29	300	37	435	50,5
dont RPR			72	9	143	16,5
UDF			96	12	161	19
autres droite			133	16	131	15
Total	762	100	806	100	863	100

* Les données figurant dans l'ensemble des tableaux présentés dans cet article concernent uniquement les communes de 9 000 habitants et plus. C'est cet ensemble de communes qui constituera ici la France urbaine.

le PS se partagent de manière équilibrée 59 % des mairies contre 37 % en 1971, tandis que la part des mairies de gauche échappant au PC ou au PS régresse de 6 % à 4 % entre ces deux dates. Ce mouvement se prolonge en 1983, alors que la gauche dans son ensemble recule. A droite, la partisanisation progresse fortement en 1983. Le RPR et l'UDF se partagent seuls les gains (de 21 % à 35,5 % des mairies) tandis que la part des mairies détenues par des personnalités de droite extérieures à ces deux partis ne progresse pas. L'UDF, légèrement distancée par le RPR en terme de suffrages (tableau 1), maintient sa prééminence en terme de municipalités (19 % au lieu de 16,5 % au RPR).

La réorientation stratégique du PS et la généralisation de l'union de la gauche (1971-1983)

La barre à gauche

La réorientation stratégique de la gauche et en particulier du PS en 1977 a fait l'objet d'un article paru en 1978¹. On prolongera ici la réflexion jusqu'en 1983 pour confirmer l'importance du scrutin de

1. Dupoirier (Elisabeth), Grunberg (Gérard), « Qui gouverne la France urbaine ? », *Revue française de science politique*, février 1978, p. 27-54.

1977 dans ce processus, 1983 n'étant qu'un prolongement du mouvement opéré six ans plus tôt.

C'est en effet en 1977 que s'établit un triple mouvement de banalisation de l'union de la gauche, de systématisation de la stratégie d'union pour le PS, de conquête du leadership par le PS sur l'union (tableau 3).

Tableau 3. La réorganisation stratégique à gauche entre 1971 et 1983

	1971	1977	1983
% du nombre des listes d'union de la gauche dans l'ensemble des communes urbaines.....			
% du nombre des listes conduites par le PC dans l'ensemble des listes d'union	56	38	27
% du nombre des listes conduites par le PS dans l'ensemble des listes d'union	28	61	73
% du nombre des listes d'union dans l'ensemble des listes présentées par le PS	27	72	79

– Banalisation de l'union de la gauche. La proportion de listes d'union double de 1971 à 1977 (40 % à 80 %). L'ajustement des systèmes politiques locaux à la stratégie nationale de la gauche s'est fait massivement. Il ne laisse à l'écart que des situations très réfractaires à l'union, ce dont témoigne le faible accroissement des ralliements de 1983.

– Systématisation de la stratégie d'union pour le PS. Elle s'effectue de manière aussi drastique : 1971 perpétue l'état de diversité des alliances municipales héritées de la Quatrième République, souvent maintenues pour des considérations purement locales. 50 % des listes présentées par le Parti socialiste sont des coalitions de Troisième force¹, 27 % seulement des listes d'union avec le PC. En 1983, les trois quarts des listes dirigées par les socialistes relèvent de la stratégie nationale d'alliance avec le PC.

– Conquête du leadership du PS sur la gauche. Elle est rapide et massive. Le PS conduit 28 % des listes d'union en 1971, 61 % d'entre elles en 1977 et 73 % en 1983 (tableau 3). Le PS a tiré un double profit du renversement des alliances de 1971 et du déclin électoral du PC à l'intérieur de la gauche. Le tableau 4 présente les stratégies socialistes en 1983 au regard des positions de départ de 1971. Le leadership du PS sur l'union paraît solidement établi : maintenu, quand il existait déjà en 1971 (pour 82 % des cas) ; imposé au PC, lorsque les socialistes conduisaient des listes homogènes ou de Troisième force (pour respectivement 67 et 54 % des cas) ;

1. On appelle coalitions de Troisième force les listes d'alliance socialo-centristes.

L'évolution électorale de la France urbaine

conquis sur le PC dans 42 % des villes où des communistes dirigeaient l'union en 1971.

Tableau 4. L'évolution stratégique du PS 1971-1983

<i>Stratégies en 1971</i> % →	<i>Stratégies en 1983</i>			
	<i>Listes d'union à direction PC</i>	<i>Listes d'union à direction PS</i>	<i>Listes PS</i>	<i>Autres listes</i>
Listes d'union dirigées par le PC (UGPC).....				
Listes d'union dirigées par le PS (UGPS).....	5	82	8	5
Listes socialistes homogènes (PS).....	15	67	18	—
Listes de Troisième force à direction socialiste (TFPS).....	17	54	34	3

Il s'agit donc bien d'une stratégie systématique qui entraîne une transformation radicale de l'offre électorale et dont il convient de se demander comment elle a été sanctionnée par les électeurs.

Le coût de l'union

En termes de suffrages comme de municipalités conquises, cette stratégie s'avère globalement payante en 1977 dans la période d'expansion de la gauche.

En 1971, la gauche au sens large (listes de Troisième force dirigées par le PS et listes divers gauche incluses) recueille 53,5 % des voix. Elle en obtient 52,6 % en 1977. La réorganisation des alliances semble ratifiée par les électeurs : 75 % des voix de la gauche se sont portées sur des listes d'union PC-PS qui n'en rassemblaient que 34 % en 1977.

Néanmoins, le coût payé par la gauche en termes de suffrages exprimés pour la réorientation stratégique du PS est parfois plus élevé que ne le laisse supposer ce bilan d'ensemble. Les coûts sont en effet différentiels selon la situation de 1971 (tableau 5) :

- Nuls, si l'union existe déjà en 1971 et surtout si sa reconduction s'accompagne d'un changement de leadership au profit du PS. La poursuite de l'union entraîne un accroissement des suffrages de la gauche (groupes 1 à 4).

- Modestes, lorsque le PS rompt ses alliances avec le centre pour se replier sur des listes homogènes (groupe 7).

- Élevés, lorsque le PS rompt les alliances de Troisième force pour s'unir au PC (groupes 5 et 6).

**Tableau 5. Evolution stratégique du PS
et évolution des suffrages de la gauche entre 1971 et 1977**

Groupes	Principaux itinéraires stratégiques du PS (*)		% des suffrages recueillis par la gauche		Ecart 1977-1971
	1971	1977	1971	1977	
1.	UGPC	UGPC	58	60	+ 2
2.	UGPC	UGPS	37	41	+ 4
3.	UGPS	UGPS	47	48	+ 1
4.	PS	UGPS	51	52	+ 1
5.	TFPS	UGPC	70	54	- 16
6.	TFPS	UGPS	63	53	- 10
7.	TFPS	PS	81	78	- 3
8.	TFC	UGPS	24	44	+ 20
	France urbaine		53,5	52,6	- 0,9

(*) Les sigles adoptés pour désigner la composition des listes sont ceux présentés dans le tableau 4, à l'exception de TFC, sigle des coalitions de Troisième force à direction centriste.

**Tableau 6. Evolution stratégique du PS
et évolution des suffrages exprimés de la gauche entre 1977 et 1983**

Groupes	Principaux itinéraires stratégiques du PS		% des suffrages recueillis par la gauche		Ecart 1983-1977
	1977	1983	1977	1983	
1.	UGPC	UGPC	63	55	- 8
2.	UGPC	UGPS	45	36	- 9
3.	UGPS	UGPS	46	41	- 5
4.	UGPC	PS	53	55	+ 2
5.	UGPS	PS	47	48	+ 1
6.	PS	UGPS	64	47	- 17
7.	PS	PS	76	62	- 14
	France urbaine		52,6	45,3	- 7,3

En termes de mairies détenues, cette réorientation des alliances s'est révélée très profitable : 90 % des villes de gauche sont conservées, 58 % des municipalités du centre et de la droite sont conquises. En 1977, la gauche gouverne 63 % des communes urbaines.

En 1983, dans un contexte de repli général de la gauche¹, le recul en suffrages est général dans la très grande majorité des villes où l'union a été réalisée en 1977 (tableau 6). Contre cette tendance

1. L'analyse des élections municipales de 1983 a fait l'objet des publications suivantes : Lancelot (A.), « Vue sur la gauche à marée basse, les élections municipales de mars 1983 », *Projet*, mai 1983, p. 437-453 ; Jaffré (J.), « Les élections municipales de 1983 : les trois changements du paysage électoral », *Pouvoirs*, 27, 1983, p. 143-158 ; Grunberg (G.), Roy (B.), « Le choc des élections municipales françaises des 6 et 13 mars 1983 », *The Tocqueville Review*, 5 (1), été 1983, p. 237-248.

L'évolution électorale de la France urbaine

générale, la gauche progresse dans les seules communes où le PS rompt l'union en 1983. Dans les villes où les socialistes avaient réussi à conserver en 1977 leur électorat du centre – en refusant l'alliance avec le PC –, le recul de la gauche en 1983 est particulièrement accentué, que le PS ait ou non décidé de s'allier avec le PC. Ce qui indiquerait que, dans la situation politique de 1983, caractérisée par une bipolarisation extrême, la perte par le PS de la part la plus centriste de son électorat est irrémédiable quelle que soit la stratégie choisie localement.

En vérité, le coût électoral de la stratégie d'union en 1983 dépend beaucoup de la situation d'alliance de 1971. Ce sont dans les villes où le socialisme a jadis noué alliance avec le centrisme que les pertes de la gauche en 1983 sont très lourdes (tableau 7).

Soit le recul se produit dès 1977, lors de l'adoption de la stratégie d'union, et se poursuit en 1983 (groupes 1, 2 et 3), soit le recul est amorti en 1977, le PS quittant l'alliance avec le centre pour former des listes homogènes (groupes 4 et 5). Mais dans ce cas, les pertes s'amplifient nettement en 1983. Qu'il décide ou non de réaliser l'union avec le PC, le PS paye alors à retardement, mais aussi cher, le coût de la stratégie nationale d'union.

Le reflux de l'électorat socialiste dans les villes de tradition centre-gauche constitue bien une des clefs du recul de la gauche en 1983.

En terme de mairies détenues (tableau 8) sur l'ensemble de la période, le bilan reste positif pour la gauche. Les gains en mairies du PS (+ 49) et du PC (+ 36) sont comparables, ce qui estompe quelque peu l'image de grand perdant de la stratégie d'union de la gauche, accolée trop rapidement au PC. Mais ces bénéfices nets

Tableau 7. L'évolution des suffrages exprimés de la gauche de 1971 à 1983, dans les villes de Troisième force à direction socialiste en 1971 selon l'évolution stratégique du PS (%)

Groupes	Itinéraires stratégiques 1971 - 1983			% des suffrages exprimés recueillis par la gauche			Ecart 1983-1971
	1971	1977	1983	1971	1977	1983	
1.	TFPS	UGPC	UGPC	75	59	52	- 22
2.	TFPS	UGPS	UGPS	62	53	46	- 16
3.	TFPS	UGPS	PS	62	59	49	- 13
4.	TFPS	PS	UGPS	80	75	53	- 25
5.	TFPS	PS	PS	82	78	60	- 22
	France urbaine			53,5	52,6	45,3	- 8

Tableau 8. Bilan des villes détenues par le PC et le PS en 1983 par rapport à 1971*

	<i>Villes détenues en 1971</i>	<i>Villes détenues en 1983</i>	<i>Villes perdues</i>	<i>Villes gagnées</i>	<i>Soldes</i>
PC.....	135	171	21	57	+ 36
PS.....	140	189	52	101	+ 49
Total des villes de gauche.....	317	377	103	163	+ 60

* Sur 747 villes de plus de 9 000 habitants depuis 1971.

résultent de mouvements différents pour les deux partenaires. Par rapport à 1971, moins de pertes (15 %) pour le PC que pour le PS (37 %) mais également moins de conquêtes (42 % au lieu de 72 %). Il en résulte qu'en 1983 les municipalités socialistes sont en majorité (53 %) des villes conquises depuis 1971, alors que les deux tiers des mairies dirigées par le PC étaient déjà communistes en 1971.

De la même façon, les deux partenaires résistent très différemment à l'érosion de la gauche entre 1977 et 1983 (tableau 9). Globalement, le déficit est de même ampleur. Mais, pour le PS, les pertes sont en partie compensées par des gains. Pour le PC, le mouvement, exclusivement constitué de pertes, indique une phase d'absolue régression.

Tableau 9. Bilan des villes détenues par le PC et le PS en 1983 par rapport à 1977*

	<i>Villes détenues en 1977</i>	<i>Villes détenues en 1983</i>	<i>Villes perdues</i>	<i>Villes gagnées</i>	<i>Soldes</i>
PC.....	213	174	40	1	- 39
PS.....	243	200	62	19	- 43
Total des villes de gauche.....	489	392	121	24	- 97

* Sur 784 villes de plus de 9 000 habitants depuis 1977.

Ce déficit en suffrages exprimés et en mairies est lié à l'ancienneté de la tradition municipale de gauche (tableau 10). Les pertes sont modestes en mairies bien que relativement lourdes en voix dans les villes de tradition de gauche ancienne, qu'elles soient socialistes ou communistes. En revanche, si les pertes en suffrages sont limitées dans les villes conquises en 1977, elles sont suffisantes néanmoins pour entraîner la perte d'une proportion relativement plus importante de mairies.

Tableau 10. Evolution des voix de la gauche entre 1977 et 1983 et pertes de mairies en 1983 en fonction de l'ancienneté de la tradition de gauche de la municipalité

<i>Couleur politique des maires</i>		<i>% des suffrages recueillis par la gauche</i>			<i>Ecart 1983-1977</i>	<i>% des villes conquises par la droite en 1983</i>
<i>1971</i>	<i>1977</i>	<i>1977</i>	<i>1983</i>			
PC	PC	132	69	58	- 11	13
Centre	PC	26	52	52	0	26
Majorité	PC	27	50	48	2	33
PS	PS	104	68	54	- 14	18
Centre	PS	54	51	51	0	23
Majorité	PS	58	51	51	0	34

La présence ou l'absence de maires sortants a joué un rôle subsidiaire dans cette modulation des pertes : près de deux fois plus nombreuses lorsque le maire sortant ne se représente pas (tableau 11).

Tableau 11. Le rôle de la prime au maire sortant dans le maintien des municipalités à gauche en 1983

<i>% ↓</i>	<i>Maires sortants communistes</i>		<i>Maires sortants socialistes</i>		<i>Maires sortants MRG et divers gauche</i>	
	<i>absents</i>	<i>présents</i>	<i>absents</i>	<i>présents</i>	<i>absents</i>	<i>présents</i>
<i>% de municipalités conservées</i>						
<i>% de municipalités passées à droite</i>	38	15	34	19	57	31
<i>Nombre de communes...</i>	8	216	22	222	7	35

Deux facteurs locaux ont donc freiné les pertes des partis de gauche en période de repli : ancienneté de l'implantation et prime au maire sortant.

L'union de la droite et l'installation du duopole RPR-UDF

Symétriquement, la stratégie d'union s'installe au sein de la droite à partir de 1977 : elle concerne 74 % des villes en 1977, 79 % des villes en 1983 (tableau 12)¹.

1. Les données de notre fichier ne nous permettent malheureusement pas, en 1971, de connaître avec exactitude la part des listes conduites par des hors partis et celles déjà dirigées par des formations partisans. Nous commençons donc cette étude en 1977.

**Tableau 12. Les évolutions stratégiques à droite
et l'installation du duopole RPR-UDF entre 1977 et 1983**

	1977	1983
% listes d'union*	74	79
% listes à direction RPR ou UDF dans l'ensemble des listes d'union.....	55	71
dont RPR.....	29	42
dont UDF	26	29
	sur 713 villes où la droite est présente	sur 863 villes où la droite est présente

* Dans l'ensemble des communes où la majorité est présente en 1977 et où l'opposition est présente en 1983. Nous considérons l'union réalisée entre les partis constitutifs de l'UDF en 1978 et le RPR, lorsqu'ils sont représentés sur la même liste. Les situations de division sont celles où sont représentés sur des listes différentes au moins deux de ces partis (RPR, RI, CDS, Parti radical et MDSF).

Le phénomène de partisanisation est également amorcé dès 1977 : le RPR et l'UDF conduisent plus de la moitié des listes d'union en 1977, près de trois quarts en 1983. Le RPR, qui conduit 42 % des listes d'union en 1983, profite davantage de ce mouvement que l'UDF (29 %).

La constitution du duopole RPR-UDF et la lutte pour le leadership à droite apparaissent à la lecture du tableau 13.

Tableau 13. Evolution du système des candidatures à droite entre 1977 et 1983

	1983			
1977 % →	Union RPR	Union UDF	Union DVD*	Division
Union RPR	63	11	7	18
Union UDF.....	15	54	9	22
Union DVD	28	17	34	21
Division	27	27	17	29
Droite absente	40	15	34	12

* DVD: Divers droite.

A droite comme à gauche, la constitution des listes d'union se traduit par un coût en suffrages qui est très sensible (tableau 14). Ainsi, dans les villes où l'union se réalise en 1983, en particulier au profit de l'une des deux grandes formations rivales, les progrès de la droite sont très inférieurs à la moyenne. En revanche, la droite progresse très fortement dans les villes où l'union se défait en 1983.

Tableau 14. % de voix de droite en fonction de l'évolution des stratégies de la droite entre 1977 et 1983

Stratégies en :		% des suffrages exprimés recueillis par la droite en :		Ecart 1977-1983	Effectifs	
		1977	1983			1977
1.	Union RPR	Union RPR	45,6	50,1	+ 4,5	96
2.	Union RPR	Division	47,9	58,1	+ 10,2	28
3.	Union UDF	Union UDF	49,7	52,6	+ 2,9	69
4.	Union UDF	Division	49,0	61,9	+ 12,9	28
5.	Union DVD	Union DVD	46,9	51,3	+ 4,4	80
6.	Union DVD	Union UDF	40,7	46,2	+ 5,5	40
7.	Union DVD	Union RPR	49,8	52,1	+ 2,3	64
8.	Union DVD	Division	44,3	56,0	+ 11,7	49
9.	Division	Division	58,5	63,6	+ 5,1	53
10.	Division	Union RPR	53,4	52,0	+ 1,4	50
11.	Division	Union UDF	57,9	56,0	+ 1,9	50
12.	Division	Union DVD	59,2	63,1	+ 3,9	31
France urbaine			45,4	52,8	+ 7,4	784

Entre 1977 et 1983, le RPR et l'UDF ont tous deux largement accru leur influence à la tête des municipalités (tableau 15). Mais la structure des gains est très différente pour les deux partenaires :

- Les gains du RPR sont constitués principalement par des victoires sur la gauche (53 villes) et accessoirement sur d'autres formations de l'opposition (21 villes).

- Pour l'UDF, la progression résulte d'abord de la prise de contrôle de villes déjà acquises à la droite (49 villes) et, très secondairement, de ses conquêtes sur la gauche (27 villes).

Tableau 15. Gains et pertes des mairies à droite entre 1977 et 1983*

	Villes détenues en 1977	Mouvements 1977-1983				Soldes des gains et pertes 1983-1977	Villes détenues en 1983
		Villes perdues à droite	Villes perdues à gauche	Villes gagnées à gauche	Villes gagnées à droite		
RPR.....	71	7	2	53	21	+ 65	136
UDF.....	92	18	3	27	49	+ 55	147
Divers droite.....	133	61	7	29	15	- 24	109
Total	296		12	109		+ 97	392

* Villes dont on a les données pour les deux élections.

Elisabeth Dupoirier, Gérard Grunberg, Béatrice Roy

– Les maires de droite « hors partis » élus en 1977 cèdent la place, près d'une fois sur deux, à des membres du RPR ou de l'UDF, en 1983. En 1977, ces maires représentaient près de la moitié des maires de droite ; ils en représentent à peine plus du quart en 1983.

De 1971 à 1983, les systèmes politiques locaux se sont donc progressivement alignés sur le système politique national : bipolarisation et partisanisation des scrutins locaux ont transformé l'offre électorale. En est-il résulté un ajustement des structures électorales, locales et nationales ? Les rapports de force électoraux qui s'établissent lors des scrutins municipaux expriment-ils désormais la réalité du rapport de force politique national ou résultent-ils, au moins pour partie, des caractéristiques spécifiques de ces scrutins ?

LES ÉLECTIONS MUNICIPALES DE 1977 ET 1983 SONT-ELLES DES ÉLECTIONS INTERMÉDIAIRES ?

Dans un article écrit au lendemain des élections municipales de 1983¹, Jean-Luc Parodi applique à ces élections un modèle d'interprétation centré sur le concept d'« élections intermédiaires » dont les principaux traits sont les suivants : les scrutins locaux subissent la logique politique nationale quant aux thèmes de campagne et à l'organisation de l'offre électorale, mais ils échappent à cette logique en raison de leur caractère d'élection « sans obligation ni sanction ». Les comportements électoraux y sont spécifiques et obéissent à la logique propre des élections intermédiaires : stabilité des noyaux électoraux, abstentionnisme différentiel, évolution vers l'opposition d'une fraction de l'électorat majoritaire, caractère éventuellement réversible de cette évolution lors des élections nationales suivantes. Ce modèle ne prétend pas être prédictif pour les élections nationales ultérieures, et donc ne permet pas de savoir si les écarts constatés entre les élections intermédiaires et les élections nationales précédentes expriment ou non, à terme, des évolutions structurelles des rapports de force électoraux.

Les élections municipales de 1983, comparées aux élections nationales de 1981, ont, selon J.-L. Parodi, validé très largement ce modèle des élections intermédiaires. Au niveau où nous nous situons

1. Parodi (J.-L.), « Dans la logique des élections intermédiaires », art. cité.

L'évolution électorale de la France urbaine

ici, celui de l'évolution des rapports de force électoraux et non celui des itinéraires individuels, il n'est évidemment pas question de discuter le caractère opératoire de ce modèle sous tous ses aspects. Il est cependant possible, en replaçant les résultats des élections municipales dans la chaîne des résultats aux élections politiques nationales, d'analyser les décalages observés entre les uns et les autres et d'en rechercher la logique politique. Selon nous, le caractère « intermédiaire » des élections municipales de 1977 et 1983 doit être relativisé par la prise en compte des trois propositions suivantes :

1. Les rapports de force qui s'établissent aux élections municipales et nationales sont d'autant plus semblables que l'offre électorale municipale est plus proche de l'offre électorale nationale. Le double mouvement de bipolarisation et de partisanisation, qui s'installe en 1977 au niveau local, doit favoriser l'homogénéisation des comportements électoraux aux différents types de scrutin.

2. Les rapports de force qui s'établissent lors des élections municipales s'inscrivent dans les évolutions générales, nationales et régionales, des structures électorales. Ceci signifie que les évolutions qui se produisent entre les élections nationales et les élections municipales peuvent être pour une large part interprétées comme des évolutions générales des structures électorales.

3. Les évolutions des rapports de force électoraux qui se manifestent lors des scrutins municipaux, à la fois en termes de suffrages exprimés et de changements politiques des mairies, influent sur les résultats des élections politiques nationales et municipales ultérieures.

Observons l'évolution générale du rapport gauche/droite pendant la période 1971-1983 (tableau 16). Il apparaît en conformité avec le

**Tableau 16. Evolution des rapports de force gauche/droite de 1971 à 1983
(% suffrages exprimés de la gauche)***

% ↓	<i>M</i> 1971	<i>L</i> 1973	<i>P</i> 1974	<i>M</i> 1977	<i>L</i> 1978	<i>P</i> 1981	<i>L</i> 1981	<i>M</i> 1983
Gauche	53,5	49,6	47,2	52,6	51,3	48,7	57,6	45,3
Centre	16,7	13,7	—	—	—	—	—	—
Droite.....	29,2	36,7	51,1	43	45,1	46,9	40,5	52,7
Divers et écologie.....	—	—	1,7	3,9	3,6	4,4	1,9	2,0
Abstention.....	33,2	20,7	19,4	27,6	18,8	20,4	32,3	28,3

* Pour les élections municipales, la ventilation politique des listes est effectuée selon la couleur voix dans les villes de moins de 30 000 habitants. M = élections municipales ; L = législatives ; P = présidentielles.

modèle des élections intermédiaires : dans la France urbaine, la gauche, lorsqu'elle est dans l'opposition au niveau national, se situe bien, lors des élections municipales de 1977, à un niveau nettement plus élevé qu'au moment des élections générales précédentes de 1973 et 1974. De même, une fois devenue la majorité, la gauche se situe, lors des élections municipales de 1983, à un niveau très inférieur à celui des élections législatives de 1981 et, dans une moindre mesure, à celui de l'élection présidentielle de 1981. Ces mouvements généraux résultent cependant de types d'évolutions différents les uns des autres, qui apparaissent lorsque l'on prend en compte l'évolution et l'état de l'offre électorale municipale.

L'importance de l'offre électorale

Observons d'abord la séquence des élections de 1971 à 1978, au cours de laquelle s'est produit l'essentiel de la réorganisation stratégique de la gauche (tableau 17).

Pour les quatre premiers groupes où, en 1971, les socialistes n'étaient pas alliés avec le centre, les élections de 1977 marquent un progrès de la gauche par rapport à 1973 : entre 1 % et 6 % selon les groupes. En 1978, la gauche législative s'établit partout à un niveau supérieur à celui des élections législatives de 1973, plus proche de celui de 1977. Les élections municipales de 1977 semblent donc marquer une étape dans une poussée de la gauche qui n'est pas un simple feu de paille.

Tableau 17. Evolution du niveau de la gauche de 1971 à 1983 selon les principaux itinéraires de stratégies de candidature du PS aux élections municipales (% suffrages exprimés)

Groupes	Stratégie du PS en :			M 1971	L 1973	M 1977	L 1978	P 1981	M 1983	Nombre de communes
	1971	1977	1983							
1.	UGPC	UGPC	UGPC	63	59	65	61	57	56	75
2.	UGPC	UGPS	UGPS	35	38	39	42	42	36	46
3.	UGPS	UGPS	UGPS	47	43	48	48	47	43	60
4.	PS	UGPS	UGPS	51	50	55	53	50	51	38
5.	TFPS	UGPC	UGPC	75	60	59	60	55	53	20
6.	TFPS	UGPS	UGPS	62	49	53	52	50	46	52
7.	TFPS	UGPS	PS	62	58	59	58	51	49	10
8.	TFPS	PS	UGPS	80	56	75	56	53	55	22
9.	TFPS	PS	PS	82	65	78	63	54	60	19
10.	TFC	UGPS	UGPS	25	42	45	46	45	43	30
	France urbaine			53	49	53	51	49	45	372

L'évolution électorale de la France urbaine

Dans les groupes 5 à 7, où les socialistes rompent en 1977 des alliances de Troisième force pour appliquer la stratégie d'union, la gauche recule partout en 1977 par rapport à 1971, mais s'ajuste à son niveau de 1973. La gauche législative en 1978 s'ajuste à son tour sur la gauche municipale de 1977. Point de trace ici d'un effet intermédiaire notable en 1977.

En revanche, dans les groupes 8 et 9, où le PS, rompant avec ses alliés centristes, a refusé en 1977 l'alliance avec le PC, la gauche municipale en 1977 demeure très proche de son niveau de 1971, c'est-à-dire très au-dessus des niveaux législatifs de 1973 et 1978. On serait tenté d'expliquer cet écart municipal-législatif par le caractère « intermédiaire » des élections de 1977. Il nous semble cependant que cet écart tient surtout au fait que le PS conserve encore en 1977 l'électorat qu'il avait rassemblé en 1971 autour des alliances de Troisième force, grâce à son refus de l'alliance avec le PC.

Enfin, dans le dernier groupe formé de communes où les socialistes, en 1971, participaient à des listes à direction centriste, la réorientation stratégique du PS permet à la gauche municipale de s'ajuster sur le niveau législatif de 1973, ajustement confirmé en 1978.

Observons maintenant la séquence 1977-1983.

Dans les groupes 1 et 5, où le PCF dirige en 1977 et 1983 des listes d'union, le scrutin de 1983 ne fait que stabiliser à la baisse un niveau de gauche qui s'est considérablement dégradé en 1981, voire dès 1978.

Dans les groupes 2, 3, 4, 6 et 7, où le PS conduisait des listes d'union en 1977, les pertes de la gauche sont souvent très élevées par rapport à 1977. Mais elles se produisent, selon les groupes, tantôt aux élections nationales de 1978 ou 1981, tantôt à l'occasion du scrutin municipal de 1983 lui-même, sans qu'il soit possible dans ces conditions de mesurer ce qui, dans le recul de la gauche, est dû au caractère intermédiaire du scrutin local de 1983. Seules les élections législatives de 1986 diront si le recul de la gauche enregistré en 1983 constitue bien, comme nous le pensons, une étape dans la dégradation régulière du niveau électoral de la gauche.

Dans les groupes 8 et 9, nous relevons en 1983 une progression du niveau de la gauche par rapport à 1981, qui constitue une sorte d'anomalie par rapport à la tendance nationale. Pourtant, malgré cette progression, le recul est très brutal par rapport aux élections municipales de 1977. La bipolarisation produisant ses effets, le niveau

de la gauche municipale a fini par s'ajuster, à un niveau un peu plus élevé cependant, sur le niveau national.

Remarquons encore la très grande stabilité du niveau de la gauche entre 1977 et 1983 dans les communes où en 1971 le PS était allié au centre (groupe 10).

Les coefficients de corrélation obtenus lorsque l'on met en relation les suffrages de la gauche de 1977 et 1978 d'une part, 1981 et 1983 d'autre part, confirment l'ajustement ville à ville des structures électorales municipales sur les structures nationales à partir de 1977 (voir les graphiques 1 et 2). Malgré les différences de niveaux importantes de la gauche d'une commune à l'autre aux différents scrutins, l'indice de corrélation gauche est, pour les villes de plus de 30 000 habitants, de .75 en 1977-1978 ; de .81 en 1981-1983. Pour les villes de moins de 30 000 habitants, l'indice est de .85 en 1977-1978 ; de .82 en 1981-1983.

L'examen des données régionales

L'examen des évolutions régionales des suffrages de la gauche sur la période 1971-1983 confirme plus nettement encore la thèse d'une interaction des structures électorales plutôt que celle de la spécificité des élections intermédiaires (tableau 18).

Ni les élections municipales de 1977, ni celles de 1983 ne paraissent revêtir une spécificité particulière. Elles prennent, au contraire, leur place dans la série des scrutins nationaux, et marquent avec eux les évolutions régionales en cours. C'est ainsi qu'en Ile de France le

Tableau 18. Niveau de la gauche aux élections municipales et nationales pour la période 1971-1983 dans les 7 grandes régions (% des suffrages exprimés)

<i>Régions</i>	<i>M</i> <i>1971</i>	<i>L</i> <i>1973</i>	<i>M</i> <i>1977</i>	<i>L</i> <i>1978</i>	<i>P</i> <i>1981</i>	<i>M</i> <i>1983</i>
Nord	62	54	60	58	53	54
Ouest	45	47	51	51	49	50
Sud-Ouest	50	48	52	53	51	47
Sud-Est	53	50	55	51	49	44
Centre	55	48	53	53	49	49
Est	45	42	45	47	46	40
Ile-de-France	57	52	51	50	48	42
France urbaine	53,5	49,6	52,6	51,3	48,7	45,3

L'évolution électorale de la France urbaine

déclin de la gauche s'étend sur toute la période, confirmé par tous les scrutins, qu'ils soient municipaux ou nationaux. Dans le Sud-Est, on assiste à partir de 1977 à une dégradation régulière de la gauche, accentuée par le scrutin de 1983.

En revanche, dans l'Ouest, seule région de forte poussée de la gauche entre 1971 et 1981, la gauche se stabilise en 1983 par rapport à la dernière élection présidentielle. Dans deux régions, le Nord et le Centre, les structures municipales et nationales de la gauche s'ajustent à peu près parfaitement en 1977 et 1978 d'une part, en 1981 et 1983 d'autre part. Enfin, dans le Sud-Ouest et l'Est, après une stabilisation à la hausse pendant la période 1977-1981, les élections de 1983 marquent un décrochage brutal que confirmeront ou non les élections législatives de 1986.

L'incidence du pouvoir municipal

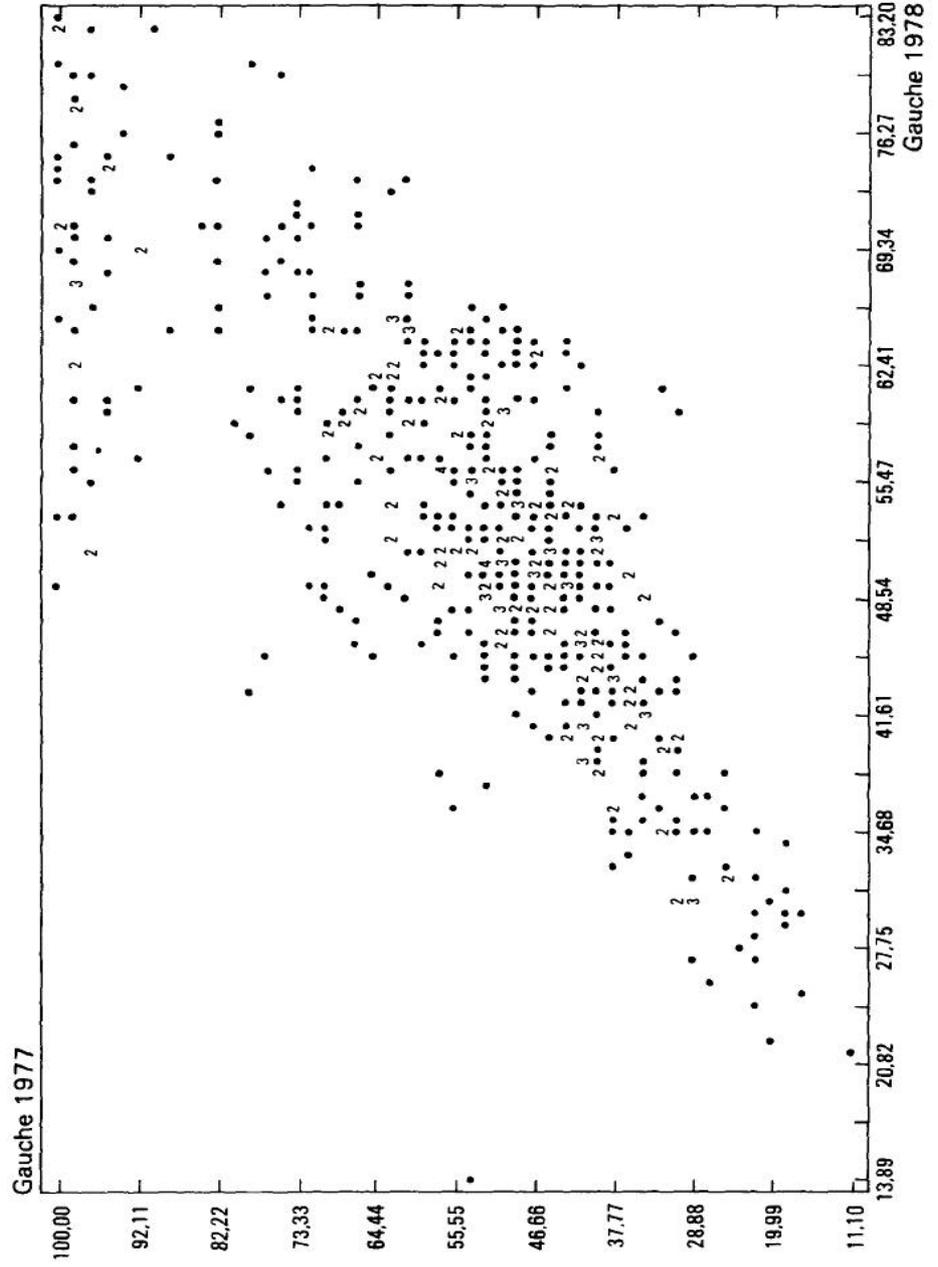
Les systèmes politiques locaux ne font pas que répercuter au niveau municipal les évolutions du système politique national. Les modifications qui surviennent dans le partage du pouvoir municipal agissent également sur l'évolution des rapports de force, à la fois municipaux et nationaux, et contribuent ainsi à donner une certaine cohérence à l'ensemble des mouvements électoraux (tableau 19).

Si l'on observe les évolutions du rapport gauche/droite entre les élections législatives de 1973 et 1978 d'une part, et entre les élections municipales de 1977 et 1983 d'autre part, il apparaît que ces évolutions

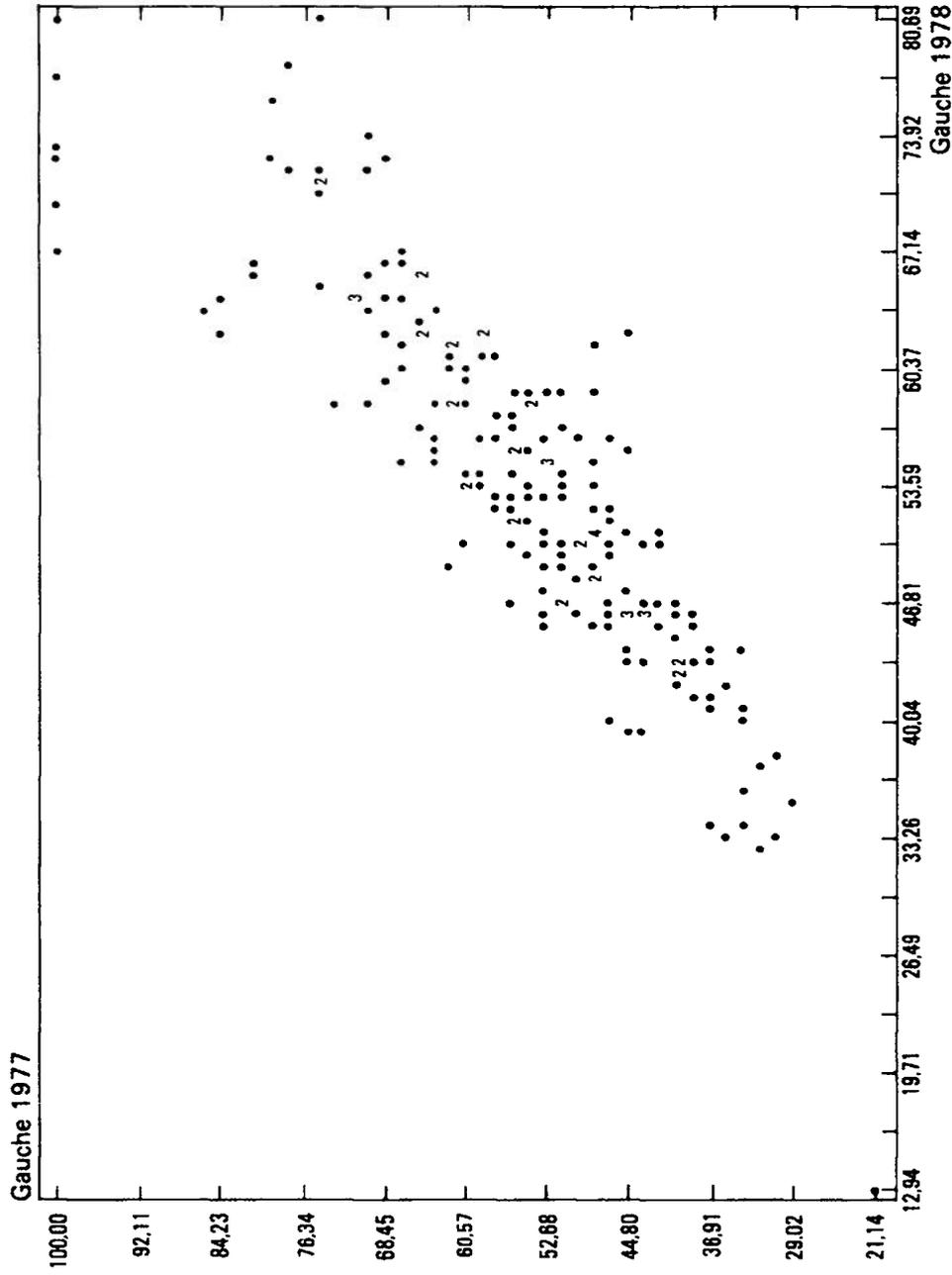
**Tableau 19. Etiquette politique du maire en 1971 et 1977
et évolution du niveau de la gauche entre les élections législatives de 1973 et 1978,
et entre les élections municipales de 1977 et 1983 (écarts en % suffrages exprimés)**

<i>Etiquette des maires élus en :</i>		<i>Ecart législatif 1973-1978</i>	<i>Ecart municipal 1977-1983</i>
<i>1971</i>	<i>1977</i>		
PC	PC	+ 1	- 11
PS	PS	0	- 14
Centre	Droite	+ 1	- 9
Droite	Droite	+ 3	- 5
Centre	PC	+ 4	0
Droite	PC	+ 4	- 2
Centre	PS	+ 6	0
Droite	PS	+ 7	0
France urbaine		+ 2	- 7

Graphique 1. Corrélation entre le niveau de la gauche aux élections municipales de 1977 et son niveau législatif de 1978 dans les communes de la France urbaine (en pourcentage des suffrages exprimés) (*)



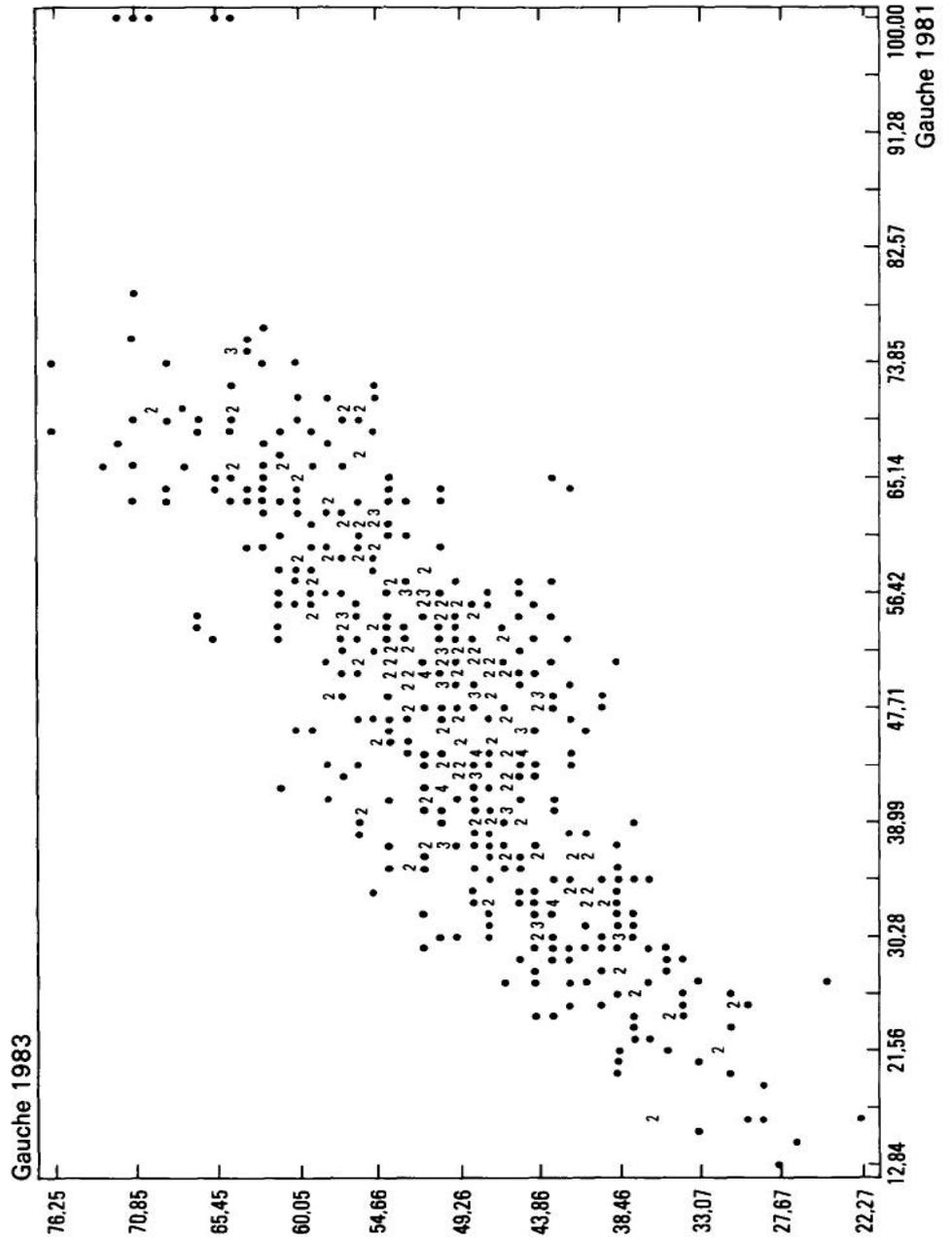
1 B - Communes de plus de 30 000 habitants.



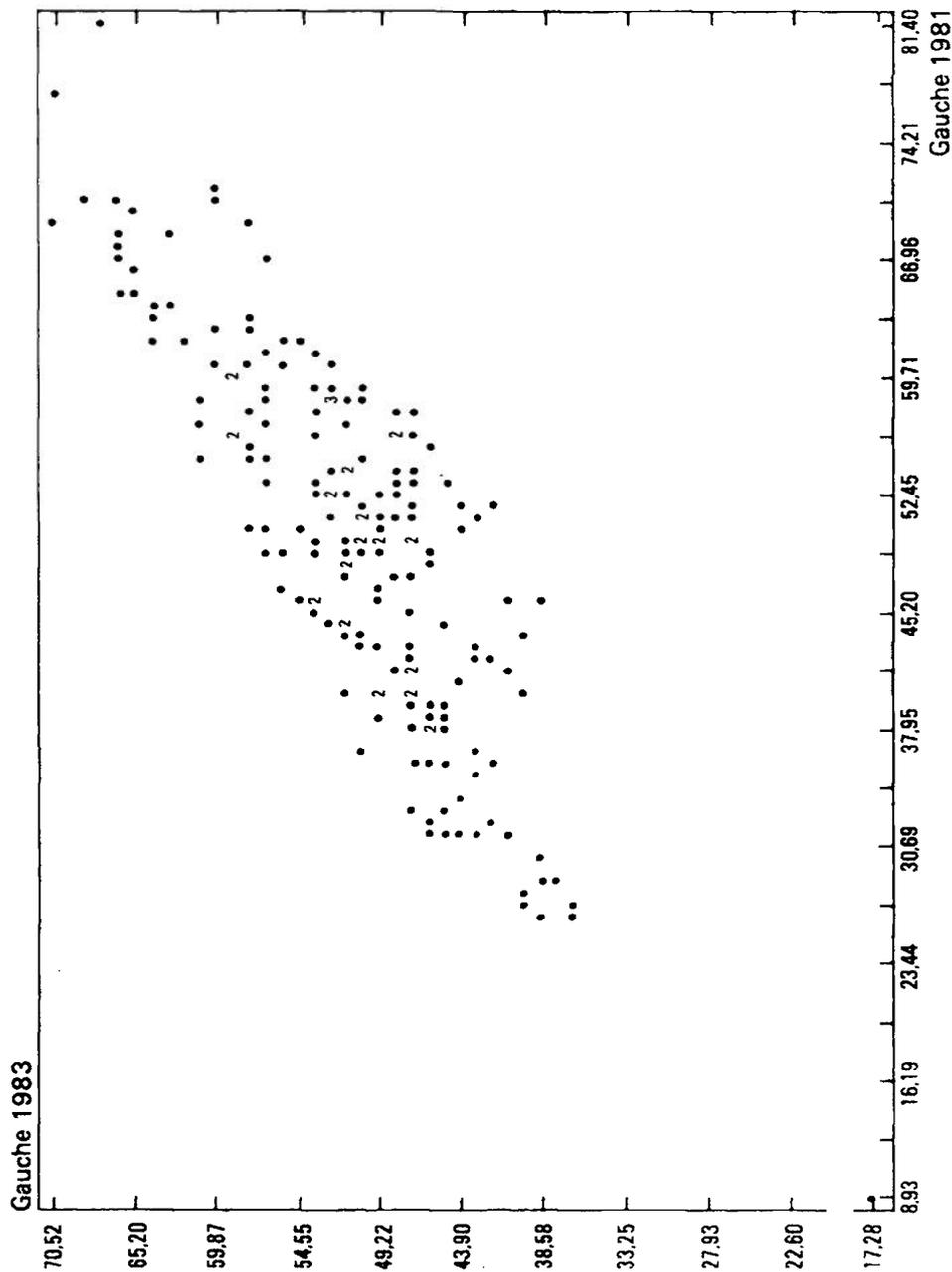
(*) Chaque point du nuage figure une commune. Les chiffres figurant dans le nuage indiquent que plusieurs communes ont les mêmes coordonnées.

Graphique 2. Corrélation entre le niveau de la gauche aux élections municipales de 1983 et son niveau présidentiel de 1981 dans les communes de la France urbaine (en pourcentage des suffrages exprimés) (*)

2 A - Communes de moins de 30 000 habitants.



2 B - Communes de plus de 30 000 habitants.



(*) Chaque point du nuage figure une commune. Les chiffres figurant dans le nuage indiquent que plusieurs communes ont les mêmes coordonnées.

sont, pour partie, liées à la tendance politique du maire et à son ancienneté. Dans les communes dont le maire est communiste ou socialiste de 1971 à la veille des élections de 1983, la poussée de la gauche, entre 1973 et 1978, est presque nulle et le recul, entre 1977 et 1983, particulièrement brutal. Dans les communes dont le maire est au centre ou à droite pendant toute la période considérée, la poussée de la gauche, entre 1973 et 1978, est relativement faible et le recul, entre 1977 et 1983, assez prononcé.

Dans les communes conquises par le PC ou le PS sur le centre ou sur la droite en 1977, les progrès de la gauche, entre 1973 et 1978, sont importants et très supérieurs à ceux observés dans l'ensemble de la France urbaine. La conquête par la gauche du pouvoir municipal en 1977 a donc pu contribuer au premier chef à amplifier la poussée de la gauche en 1978 par rapport à 1973 et à limiter son effondrement en 1983.

L'évolution du rapport de force PC/PS

La comparaison du rapport gauche/droite aux élections nationales et aux élections municipales demeure problématique malgré le rapprochement des systèmes politiques locaux et national. En effet, l'électeur, lors des élections législatives et, en 1981 lors de l'élection présidentielle, vote pour un candidat au scrutin uninominal. Aux élections municipales, il vote pour une liste qui le plus souvent est une liste de coalition établie entre plusieurs formations politiques.

Dans ces conditions, il est encore plus délicat de comparer l'évolution des rapports de force à l'intérieur de la gauche aux élections nationales et aux élections municipales : l'électeur ne pouvant choisir, la plupart du temps, entre socialistes et communistes, et l'étiquette de la tête de liste ne rendant donc que partiellement compte de l'équilibre politique interne de la liste. Il n'en demeure pas moins que la comparaison au niveau régional de l'évolution des écarts PC/PS-MRG à ces deux types d'élections est instructive (tableau 20). On voit se réaliser en 1977, avec la prise de contrôle par le PS de la grande majorité des têtes de listes d'union, la conquête par celui-ci du leadership au sein de la gauche. Seule l'île de France reste, à gauche, dominée par le PC. Les élections municipales de 1983 ne font généralement que confirmer la situation de 1977. Dans

L'évolution électorale de la France urbaine

les deux régions de forte tradition communiste, Sud-Est et Ile de France, qui avaient résisté à la poussée du PS en 1977, celui-ci devient dominant en 1983.

Tableau 20. Evolutions régionales de l'écart PC/PS-MRG (% suffrages exprimés) aux élections municipales et aux élections nationales

<i>Régions</i>	<i>Municipales</i>			<i>Législatives</i>		<i>Présidentielle 1981</i>
	<i>1971</i>	<i>1977</i>	<i>1983</i>	<i>1973</i>	<i>1978</i>	
Nord.....	+ 4	+ 14	+ 13	- 2	0	+ 6
Ouest.....	- 13	+ 19	+ 15	+ 1	+ 7	+ 18
Sud-Ouest.....	+ 15	+ 39	+ 38	+ 11	+ 13	+ 20
Sud-Est.....	- 7	+ 4	+ 18	- 5	- 2	+ 8
Centre.....	+ 3	+ 21	+ 26	0	+ 4	+ 14
Est.....	+ 8	+ 17	+ 21	+ 4	+ 7	+ 16
Ile-de-France.....	- 30	- 19	+ 2	- 18	- 5	+ 10
France urbaine	- 9	+ 5	+ 16	- 4	+ 1	+ 12

Au niveau national, où les communistes et les socialistes s'affrontent au premier tour des élections, la domination socialiste n'est pas encore clairement établie en 1978. Dans le Nord, le Sud-Est et l'Ile de France, le rapport de force demeure favorable au PC ou équilibré. C'est l'élection présidentielle de 1981 qui voit s'accomplir au niveau national le renversement du rapport de force en faveur du PS. Dans l'Ile de France, cette domination du PS est même plus marquée qu'elle ne le sera lors des élections municipales de 1983.

Ainsi, malgré la spécificité des élections municipales par rapport aux élections politiques nationales, on peut observer un renversement du rapport de force entre les deux partis de gauche, qui s'établit d'abord clairement au niveau municipal en 1977 et se confirme au niveau national en 1981. Ici encore, les élections municipales marquent bien des étapes fondamentales dans l'évolution générale des structures électorales.

En imposant la logique de la bipolarisation, en renforçant leur influence sur les systèmes politiques locaux, en faisant de ces élections locales des tests de légitimité du pouvoir en place, les grands partis ont fortement contribué, dans la période 1971-1983, à donner au vote municipal une signification nationale. Même dans les communes de moins de 30 000 habitants, qui échappent plus facilement à l'emprise des appareils politiques et bénéficient jusqu'en 1977 d'un

mode de scrutin plus souple offrant des possibilités de résistance aux acteurs et électeurs, la spécificité des consultations locales s'est considérablement réduite. Les enjeux principaux des scrutins municipaux sont devenus progressivement des enjeux nationaux.

Les sondages pré-électoraux de 1977 et plus encore de 1983 ont révélé que l'opinion percevait et acceptait cette transformation majeure¹.

Le modèle des élections intermédiaires propose une interprétation des conséquences de cette politisation sur la détermination des comportements électoraux. Mais il s'agit d'une interprétation restrictive : les électeurs profitent des élections locales pour émettre, par l'abstention ou le changement d'orientation de leur vote, un signal ayant valeur d'avertissement pour le pouvoir en place. Mais ce signal est émis d'autant plus volontiers qu'il n'entraîne pas de sanction immédiate pour ceux qui gouvernent.

Sans nier qu'une part du succès de la gauche en 1977 et de celui de la droite en 1983 s'explique par ce modèle, notre étude de l'évolution des rapports de force entre la gauche et la droite entre 1977 et 1983 suggère une interprétation moins restrictive des effets de la politisation des scrutins locaux : 1977 marquerait l'apogée de la gauche électorale. Dès ce moment s'amorcerait un mouvement de recul général, provisoirement masqué lors des élections législatives de 1981 en raison de la nature particulière de ce scrutin. Nos observations nous permettent de dire que, pour l'essentiel, les scrutins locaux participent au même titre que les scrutins nationaux aux évolutions globales et régionales de la gauche pour la période étudiée. Soit qu'ils annoncent des évolutions poursuivies ensuite au plan national, soit qu'ils confirment, dans d'autres occasions, des rééquilibrages apparus lors d'élections nationales.

1. Voir sur ce point Duhamel (O.), Parodi (J.-L.), « Sondages et municipales », *Pouvoirs*, 24, 1982, p. 169-178. « Les élections municipales de mars 1983 », in SOFRES, *Opinion publique 1984*, Paris, Gallimard, 1984, p. 115-123.

RÉSUMÉ DE L'ARTICLE/ABSTRACT

L'ÉVOLUTION ÉLECTORALE DE LA FRANCE URBAINE (1971-1983)

ELISABETH DUPOIRIER, GÉRARD GRUNBERG, BÉATRICE ROY

Dans les villes de plus de 9 000 habitants, la période qui sépare les élections municipales de 1971 de celles de 1973 forme une séquence d'évolution politique homogène. Sous la pression des grands partis, les systèmes politiques locaux perdent progressivement leur autonomie par rapport au système politique national. Bipolarisation et « partisanisation » entraînent un ajustement des structures électorales locales sur les structures nationales. Ces observations incitent à discuter le modèle des élections intermédiaires – élections sans obligation ni sanction – appliquées aux scrutins municipaux de 1977 et 1983. Quel que soit le degré de spécificité des élections municipales, ces scrutins marquent des étapes importantes et significatives de l'évolution générale du système politique et des rapports de force électoraux, dans la France urbaine.

THE ELECTORAL EVOLUTION OF URBAN FRANCE (1971-1983)

ELISABETH DUPOIRIER, GÉRARD GRUNBERG, BÉATRICE ROY

In cities of over 9 000 inhabitants, the period between the municipal elections of 1971 and those of 1973 displays a sequence of homogeneous political development. Under the pressure of the major parties, local political systems progressively lost their autonomy to the national political system. Bipolarization and "partisanization" brought about an adjustment of local electoral structures to national ones. These observations lead to a discussion of the model of intermediary elections – those with neither obligation nor sanction – applied to the municipal elections of 1977 and 1983. However specific these municipal elections, the votes represent significant and important steps in the general evolution of the political system and of the balance of electoral power in urban France.